

ANNEXE 8

CHRONOLOGIE 1996 - FÉVRIER 1997

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Janvier 1996</p> <p>3.1 Le secrétaire général de l'ONU demande au conseil de sécurité un déploiement préventif de troupes de l'ONU au Zaïre pour pouvoir rapidement intervenir au Burundi si nécessaire.</p> <p>9.1 L'UE signe un accord de financement pour le déploiement d'observateurs des droits de l'homme au Burundi.</p> <p>11.1 Lancement de la troisième tournée de pacification à travers le pays.</p> <p>11.1 Le secrétaire général du Frodebu demande l'envoi immédiat d'une mission internationale civile et militaire pour maintenir l'ordre et la paix.</p> <p>18.1 Le rapporteur spécial du HCDH de l'ONU, M. Pinheiro, demande que la communauté internationale annonce des sanctions pour contraindre le gouvernement burundais à mettre un terme aux violences contre les civils.</p>	<p>8.1 Première session plénière du TPIR à Arusha.</p> <p>11.1 Le TPIR demande l'extradition de trois accusés détenus en Belgique.</p> <p>18.1 Révision de la loi fondamentale. L'anglais devient la troisième langue officielle.</p> <p>19.1 La Belgique et les Pays-Bas s'engagent à apporter des fonds pour permettre à la mission du HCDH de maintenir ses observateurs au Rwanda pendant l'année 1996.</p> <p>20.1 Madeleine Albright, représentante permanente des E.U. à l'ONU est en visite au Rwanda.</p> <p>21.1 Une équipe de 16 experts du TPIR exhume une fosse commune à Kibuye en vue de la préparation des dossiers.</p> <p>26.1 Le CICR annonce avoir dénombré 63.500 détenus fin décembre 1995.</p>	<p>3.1 Le président zaïrois annonce que l'armement et les documents confisqués aux anciens dirigeants et militaires rwandais seront remis à Kigali.</p> <p>4.1 Le gouvernement zaïrois réaffirme que la fermeture des camps de réfugiés doit commencer en janvier.</p> <p>21.1 Kinshasa interdit les activités du RDR.</p> <p>22.1 Pillage du village de Ruhanga situé à 6 km de Bibwe par des militaires zaïrois.</p> <p>23.1 Attaque de la paroisse de Bibwe par les Mai-Mai.</p> <p>24-26. Pillage de la paroisse de Bibwe par des militaires zaïrois.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Janvier 1996 (suite)</p> <p>21.1 Quelques 17.000 réfugiés rwandais quittent le camp Ntamba (province de Muyinga) et passent la nuit à la frontière avec la Tanzanie qui leur refuse l'accès.</p> <p>25.1 La Tanzanie ouvre ses frontières aux réfugiés rwandais des camps de Ntamba et Mugano.</p> <p>26.1 Le conseil de sécurité de l'ONU annonce l'éventualité d'un embargo sur les ventes d'armes et une interdiction sélective des déplacements pour les présumés responsables d'incitation à la violence.</p>		

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Février 1996</p> <p>5.2 La commission technique chargée de préparer le débat national dépose son rapport provisoire auprès du président de la République.</p> <p>14-16.2 Visite à Bruxelles du premier ministre Nduwayo. La section belge de la ligue Iteka déplore la persistance des violations des droits de l'homme. Le ministre des finances Toyi publie des chiffres dramatiques sur la crise économique.</p> <p>15.2 Le secrétaire général de l'ONU demande à nouveau une force d'intervention armée pour le Burundi. Le Frodebu déclare soutenir cet appel.</p> <p>21.2 Le premier ministre s'oppose à une force d'intervention de l'ONU.</p> <p>23.2 Ouverture des procès des inculpés hutu des massacres qui ont suivi le coup d'Etat du 21 octobre 1993.</p> <p>26.2 Province de Cibitoke: 49 morts dans un affrontement entre assaillants hutu et l'armée.</p> <p>29.2 Présentation à la communauté internationale d'une requête d'aide financière pour le retour à la paix par le premier ministre. Le montant sollicité s'élève à environ 278 millions de \$US.</p>	<p>13.2 Gisenyi: cérémonie de la remise au Rwanda par le Zaïre d'armes et d'équipements emportés par des anciens dignitaires et militaires rwandais.</p> <p>17.2 Le premier ministre Rwigema annonce pour fin mars ou début avril les premiers procès contre les présumés responsables du génocide et des massacres.</p> <p>19.2 Le TPIR publie un mandat d'arrêt contre Georges Rutaganda et Jean-Paul Akayesu, détenus en Zambie.</p> <p>19.2 Première célébration officielle de la fin du Ramadan comme jour férié.</p> <p>22.2 Le gouvernement rwandais rejette les négociations proposées par le RDR et "Rwanda pour Tous."</p> <p>23.2 Nomination du nouveau procureur du TPIR, Louise Arbour, qui remplacera Richard Goldstone à partir du 1er octobre 1996.</p> <p>26.2 Attentat contre M. Seth Sendashonga à Nairobi. Arrestation de M. Francis Mugabo, diplomate à l'ambassade rwandaise au Kenya.</p>	<p>8.2 Le HCR annonce la fermeture imminente par le gouvernement zaïrois des camps de réfugiés de Kibumba (190.000 personnes) et Kashusha (47.000 personnes).</p> <p>12.2 Hutu et Tutsi de Sake (au nord-ouest de Goma) fuient les violences des Hunde.</p> <p>15.2 L'armée zaïroise arrête dix réfugiés rwandais 'intimidateurs' qui empêcheraient le retour des réfugiés au Rwanda.</p> <p>29.2 Sadako Ogata lance un appel au gouvernement rwandais afin de multiplier les signaux de nature à convaincre les réfugiés de rentrer.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Mars 1996</p> <p>5.3 Le conseil de sécurité de l'ONU se prononce pour le dialogue politique sans création d'une force d'intervention.</p> <p>8.3 Province de Karuzi: massacre de 150 personnes par l'armée.</p> <p>13-14.3 Le Président Ntibantunganya déclare envisager une négociation avec le CNDD à condition que celui-ci renonce à la violence. L'Uprona rejette toute négociation.</p> <p>18.3 Le Conseil National de la Communication interdit 7 journaux jugés extrémistes, du côté tutsi ainsi que hutu.</p> <p>18.3 Le CNDD se dit prêt à négocier et à appliquer un cessez-le-feu si l'armée rentre dans les casernes.</p> <p>21.3 L'OUA annonce l'extension pendant encore un mois du mandat de la MIOB (Mission Internationale d'Observation du Burundi).</p> <p>22.3 Le chargé de sécurité de l'ONU fait état d'attaques par des assaillants basés dans la Réserve Naturelle Forestière de Bururi.</p> <p>28.3 Au moins 50 personnes tuées par les FDD dans la province de Bururi, selon le colonel Minani du ministère de la défense.</p>	<p>8.3 Fin du mandat de la MINUAR. Elle sera remplacée par un bureau politique de l'ONU à Kigali (UNOR).</p> <p>9.3 Arrestation du colonel Bagosora au Cameroun.</p> <p>12.3 Présentation du rapport 'Joint Evaluation of Emergency Assistance to Rwanda - The International Response to Conflict and Genocide: Lessons from the Rwanda Experience'.</p> <p>17.3 Fin de la formation d'un premier groupe de 750 nouveaux policiers communaux à Gishari (préfecture de Kibungo).</p> <p>22-23.3 Transfert de 3.000 prisonniers de la prison centrale de Kigali à un centre de détention temporaire à Gikondo.</p> <p>25.3 Nomination de 3 nouveaux évêques par le pape Jean Paul II.</p> <p>26.3 Faustin Twagiramungu et Seth Sendashonga annoncent la création des FRD (Forces de Résistance pour la Démocratie).</p> <p>26.3 L'ONU demande que Radio MINUAR puisse continuer ses émissions.</p> <p>27.3 Anatole Nsengiyumva, Ferdinand Nahimana, Augustin Ruzindana et 8 autres présumés leaders du génocide arrêtés au Cameroun.</p>	<p>16-19.3 Conférence à Tunis, organisée par la Fondation Carter, sur les problèmes des réfugiés dans la région regroupant les chefs d'Etat du Zaïre, du Burundi, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Rwanda.</p> <p>22.3 Présentation au conseil de sécurité de l'ONU du premier rapport de la commission internationale d'enquête au sujet des livraisons d'armes aux ex-FAR au Zaïre.</p> <p>31.3 Suite à des combats au Masisi, des milliers de personnes d'origine banyarwanda sont déplacées. Le président Bizimungu rend visite à un camp de transit de 1.000 réfugiés du Masisi (préfecture de Gisenyi).</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Avril 1996</p> <p>1.4 L'USAID annonce une contribution de 300.000 \$US pour financer des observateurs des droits de l'homme.</p> <p>3.4 Attaque contre l'hôpital de Makamba lors d'une offensive de bandes armées.</p> <p>4.4 Visite de Nyerere à Bujumbura.</p> <p>16.4 Selon l'ONU, plus de 300 personnes ont été tuées au cours des deux dernières semaines dans une vague d'attaques de rebelles hutu.</p> <p>16.4 Le Frodebu et l'Uprona acceptent d'assister à une conférence à Mwanza, proposée par Julius Nyerere.</p> <p>22.4 Ouverture des pourparlers à Mwanza (Mwanza I).</p> <p>24.4 L'Uprona demande la démission immédiate du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Faguy.</p> <p>26.4 Fin des pourparlers sans conclusion.</p> <p>27-28.4 Selon des sources humanitaires, 230 civils hutu ont été massacrés par l'armée à Buhoro (province de Gitega).</p>	<p>1.4 L'USAID annonce une contribution de 1 million de \$US pour financer des observateurs des droits de l'homme.</p> <p>2.4 Nomination des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature.</p> <p>3.4 Le gouvernement annonce que les réfugiés tutsi d'origine Banyarwanda du Masisi seront considérés comme des réfugiés zairois au Rwanda.</p> <p>4.4 Mort de 34 personnes, tuées lors d'affrontements entre armée et infiltrés (préfecture de Kibuye).</p> <p>7.4 Commémoration du second anniversaire du génocide.</p> <p>11.4 Entre 130 et 140 personnes auraient été tuées par l'APR près de la forêt de Gishwati dans la préfecture de Gisenyi, selon des sources locales.</p> <p>15.4 Début de l'enregistrement de toute la population en vue de distribuer des nouvelles cartes d'identité.</p> <p>19.4 Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Khan, et les derniers soldats de la MINUAR quittent le pays.</p>	<p>3.4 Attaque de la localité de Mweso par des Hutu. Assassinat du chef coutumier hunde.</p> <p>10.4 Le ministre de l'intérieur annonce que tous les réfugiés rwandais doivent quitter le territoire avant les élections.</p> <p>18.4 Le conseil de sécurité de l'ONU demande que la commission internationale d'enquête sur les livraisons d'armes aux ex-FAR continue son travail .</p> <p>24.4 Selon l'Ouganda, des réfugiés rwandais ont attaqué un poste militaire à la frontière ougandaise.</p> <p>29.4 Environ 2.000 réfugiés burundais s'enfuient au Zaïre à cause des affrontements entre l'armée et des assaillants à Cibitoke.</p> <p>- Détérioration du conflit au Masisi qui s'étend jusqu'au Rutshuru et provoque des déplacements massifs. Le gouvernement rwandais lance un appel à la communauté internationale afin d'arrêter les violences contre la population d'origine Banyarwanda. Environ 6.500 personnes s'enfuient au Rwanda.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Mai 1996</p> <p>3.5 Julius Nyerere annonce la reprise des négociations entre le Frodebu et l'Uprona le 22.5</p> <p>5.5 Nomination des nouveaux gouverneurs des provinces de Gitega et Karuzi.</p> <p>9.5 Le parlement européen demande au conseil de sécurité de l'ONU de donner son accord à la force d'intervention préventive proposée par le secrétaire général.</p> <p>13.5 Assassinat du gouverneur de la province de Cibitoke, Sylvestre Mvutse.</p> <p>17.5 Assassinat de 51 paysans tutsi et hutu par des étudiants à Kiganda, Bururi central.</p> <p>20.5 Le Président Ntibantunganya accuse les forces armées d'incompétence ou de collusion avec des extrémistes.</p> <p>28.5 La France suspend son aide militaire au Burundi.</p>	<p>1.5 Mauvais traitement du procureur de Kibuye, Fidèle Makombe, par des soldats de l'APR.</p> <p>1.5 Arrestation du procureur de Butare, Célestin Kayibanda.</p> <p>3.5 Le gouvernement refuse que les émissions de la radio MINUAR continuent.</p> <p>8.5 Nomination de nombreux magistrats par le Conseil Supérieur de la Magistrature.</p> <p>11-12.5 Mort de 22 prisonniers dans deux cachots communaux surpeuplés à Kivumu (préfecture de Kibuye).</p> <p>15.5 Le parlement français adopte la législation qui autorise le TPIR à mener des enquêtes en France et qui permet de juger des présumés responsables du génocide et des massacres en France.</p> <p>19-20.5 Attaque contre les cachots communaux de Bugarama (préfecture de Cyangugu - 46 détenus sont tués), Karengera et Nyakabuye.</p> <p>22.5 Atelier sur la collaboration entre ONG et ledgouvernement à Kigali.</p>	<p>3.5 Le Zaïre ferme sa frontière avec le Burundi. Environ 27.000 réfugiés burundais sont arrivés au Zaïre au cours de la semaine passée.</p> <p>- Déplacement d'au moins 100.000 personnes au Masisi et à Rutshuru.</p> <p>14.5 Massacre de centaines de réfugiés tutsi dans un monastère à Mokoto, assiégés par un groupe de 200 à 300 jeunes assaillants hutu. De nombreux tutsi se mettent sous la protection du mwami hunde Bashali à Mweso.</p> <p>13-14 Heurts entre hunde et militaires zaïrois à Sake, faisant 5 morts.</p> <p>24.5 Le représentant permanent du Rwanda près de l'ONU demande au conseil de sécurité de prendre une action immédiate pour arrêter ce qu'il qualifie de génocide à l'est du Zaïre.</p> <p>25-26.5 Rencontre Mobutu - Carter à Genève.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Juin 1996</p> <p>4.6 Suite des pourparlers à Mwanza (Mwanza II).</p> <p>4-5.6 Assassinat de trois employés du CICR; le CICR suspend sa coopération.</p> <p>17.6 En démenti à un rapport de coopérants, l'armée nie avoir tué 71 civils hutu au nord-ouest de Gitega.</p> <p>17-18.6 Mwanza III</p> <p>20.6 L'UE répète sa préoccupation sur la situation dans la région et au Burundi en particulier et demande une conférence régionale sous les auspices de l'ONU ou de l'OUA.</p> <p>25.6 Les pourparlers de paix recommencent à Arusha, en présence des présidents du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du vice-premier ministre du Zaïre. Le président et le premier ministre demandent une assistance internationale pour résoudre la crise.</p> <p>26.6 L'Uprona et le Parena s'opposent à la demande du président et du premier ministre.</p> <p>28.6 Sadako Ogata annonce qu'en cas de détérioration de la sécurité, le UNHCR devra évacuer son personnel du pays.</p>	<p>7.6 Nomination du premier préfet de la nouvelle préfecture de Umutara.</p> <p>17.6 Le gouvernement annonce que 400 mineurs détenus seront libérés et transférés au centre de réhabilitation de Gitagata.</p> <p>18-19.6 Quelques 40 à 50 infiltrés en provenance de l'île Ijwi attaquent un village au sud de la préfecture de Kibuye. Environ 15 rescapés du génocide sont tués.</p> <p>20.6 Le Kenya ferme l'ambassade du Rwanda à Nairobi.</p> <p>20-21.6 A l'occasion de la conférence de la table ronde à Genève, les bailleurs de fonds s'engagent à donner 617 millions de US\$ au Rwanda.</p> <p>26.6 Le PALIR (Peuple en Armes pour la Libération du Rwanda) offre 1.500 \$US pour l'assassinat de l'ambassadeur américain et 1.000 \$US pour tout autre Américain.</p> <p>27.6 Le gouvernement accepte officiellement l'établissement de l'UNOR, bureau politique de l'ONU.</p>	<p>1.6 A cause des combats, l'aéroport de Goma est fermé.</p> <p>3.6 Le gouvernement zaïrois écrit au conseil de sécurité de l'ONU pour préciser que les troubles au Masisi constituent une affaire interne.</p> <p>20-21.6 Lors de la conférence de la table ronde pour le Rwanda, Richard Mc Call, directeur de USAID, propose une stratégie à suivre pour résoudre le problème des réfugiés à l'est du Zaïre.</p> <p>- Durant le mois de juin, 2.700 réfugiés zaïrois d'origine banyarwanda arrivent à Gisenyi; 2.000 autres se réfugient en Ouganda.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Juillet 1996</p> <p>2.7 Le premier ministre accuse le président de vouloir neutraliser l'armée par une intervention internationale.</p> <p>5.7 Manifestation de 5.000 personnes, y compris le premier ministre, contre une intervention étrangère.</p> <p>10.7 Le sommet de l'OUA se prononce en faveur d'une assistance militaire étrangère au Burundi.</p> <p>15.7 Le CNDD rejette le plan d'intervention étrangère parce qu'il a été tenu à l'écart des pourparlers de Mwanza-Arusha.</p> <p>16-18.7 Grève et manifestations d'étudiants contre une intervention étrangère.</p> <p>17.7 Le gouvernement exige le rapatriement immédiat des réfugiés rwandais au Burundi.</p> <p>20.7 Massacre de 341 Tutsi dans un camp de déplacés à Bugendana (province de Gitega).</p> <p>23.7 Funérailles des 341 victimes de l'attaque du 20.7. La foule jette des pierres et des bottes d'herbes au président.</p>	<p>4.7 Le président rappelle que les réfugiés doivent rentrer ou être éloignés de la frontière.</p> <p>4.7 Acquittement du colonel belge Luc Marchal, commandant du secteur Kigali de la MINUAR.</p> <p>6.7 Le ministre des affaires étrangères déclare que les conditions de confort dont jouissent les réfugiés doivent être supprimées afin de les persuader à rentrer.</p> <p>7.7 L'Ecole Supérieure Militaire rouvre ses portes.</p> <p>20.7 Extradition de Froduald Karamira par l'Ethiopie au Rwanda.</p> <p>21-23.7 Environ 15.000 réfugiés rwandais ont été expulsés du Burundi suite à une action de l'armée burundaise. Le HCR proteste contre le rapatriement forcé. OIM aide à organiser le transport des rapatriés vers leurs communes d'origine.</p> <p>26.7 Human Rights Watch et FIDH condamnent le massacre de 132 civils par l'APR au cours d'opérations de ratissage.</p> <p>31.7 Le rapport mensuel du HCDH indique que 365 personnes ont été tuées au cours du mois de juillet, ce qui constitue une augmentation importante par rapport aux mois précédents.</p>	<p>6-14.7 Visite de Roberto Garreton, rapporteur spécial des droits de l'homme au Zaïre, suivie d'un rapport critique à l'adresse des autorités zaïroises; visite aux réfugiés à Gisenyi.</p> <p>15.7 Le nombre de réfugiés zaïrois arrivant à Gisenyi a fort diminué.</p> <p>28.7 Le Zaïre saisit un DC8, en provenance d'Ostende, qui, via Goma et Entebbe, transporterait des armes à destination de Kigali.</p> <p>31.7 Un rapport de Human Rights Watch et FIDH sur la violence et les conflits ethniques au nord-Kivu accuse le gouvernement zaïrois de complicité.</p> <p>31.7 Au cours du mois de juillet, environ 12.500 réfugiés burundais sont arrivés à Uvira.</p> <p>- Le DHA (Département des Affaires Humanitaires de l'ONU) lance un appel pour financer l'aide humanitaire d'environ 250.000 déplacés au nord du Kivu. La situation y est relativement stable au cours de ce mois.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Juillet 1996 (suite)</p> <p>25.7 Le président se réfugie à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis. Le premier ministre annonce la démission de son gouvernement. Un coup d'Etat remet à la tête de l'Etat Pierre Buyoya. L'assemblée nationale et les partis politiques sont suspendus. La frontière et l'aéroport sont fermés. Le président de l'assemblée nationale condamne le coup d'Etat.</p> <p>26.7 Buyoya annonce la création imminente d'un gouvernement d'union nationale.</p> <p>28-31.7 Condamnation du coup d'Etat par l'OUA, la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et le Zaïre. Embargo (Arusha II). L'ONU condamne les actions qui ont mené au renversement de l'ordre constitutionnel. Les pays européens restent dans l'expectative.</p> <p>31.7 Désignation de Pascal-Firmin Ndimira comme premier ministre.</p>	<p>31.7 Le CICR a enregistré plus de 80.000 détenus dans les prisons et autres centres de détention à travers le pays.</p>	

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Août 1996</p> <p>2.8 Présentation par Buyoya de son nouveau gouvernement.</p> <p>7.8 Selon Amnesty International, 212 hutu ont été tués par l'armée à Rutegama (province de Muramvya).</p> <p>13.8 Départ de Bujumbura du dernier vol de Sabena. Un rationnement d'essence est imposé.</p> <p>14.8 Buyoya annonce une période de transition de 3 ans.</p> <p>14.8 La Commission d'Enquête de l'ONU rend public son rapport sur les événements d'octobre 1993 et met en cause des hauts officiers tutsi ainsi que certains dirigeants du Frodebu.</p> <p>14.8 La Tanzanie et le Kenya décident d'autoriser, malgré l'embargo, une aide humanitaire.</p> <p>15.8 Un communiqué du président Ntibantunganya rejette les institutions mises en place par Buyoya.</p> <p>16.8 L'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Zaïre et le Rwanda maintiennent les sanctions.</p> <p>19.8 Selon le UNHCR, environ 8.000 réfugiés rwandais sont forcés de rentrer chez eux.</p>	<p>6.8 Amnesty International dénonce l'arrestation du directeur et de deux rédacteurs du journal Intego.</p> <p>8.8 Le Rwanda se rallie à l'embargo et suspend les liaisons par air et par route avec le Burundi à partir du 9.8.</p> <p>6-8.8 Selon le HCDH, suite à une opération de ratissage de l'APR dans la préfecture de Ruhengeri, environ 10.000 hommes sont détenus pendant deux jours. Environ 300 sont par la suite transférés au camp militaire à Mukamira, dont l'accès est refusé au HCDH.</p> <p>9.8 L'assemblée nationale adopte la loi organique sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité, commises à partir du 1er octobre 1990.</p> <p>16.8 Mise en accusation de Théoneste Bagosora et André Ntayeruruzi par le TPIR.</p> <p>19.8 Les familles des 10 casques bleus belges abattus au camp Kigali le 7 avril 1994 rendent visite au Rwanda.</p>	<p>21.8 Le Zaïre expulse 28 réfugiés 'intimidateurs' rwandais.</p> <p>22.8 Le Zaïre et le Rwanda parviennent à un accord concernant la fermeture des camps de réfugiés et le rapatriement. Le HCR s'oppose à cet accord.</p> <p>23.8 Selon un rapport de l'ONU, la situation au sud et au centre du Masisi est calme.</p> <p>26.8 Le RDR accuse le gouvernement rwandais d'envoyer des escadrons de la mort pour terroriser des réfugiés rwandais au Kenya.</p> <p>31.8 Suspension du recensement boycotté par les réfugiés rwandais à Goma.</p> <p>Fin 8. Des milices Bafulero, dépendant du vice-président de l'assemblée nationale zaïroise, Bembe Anzuluni commencent à s'attaquer aux pasteurs banyamulenge et à les chasser.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Août 1996 (suite)</p> <p>20.8 Le président Buyoya renvoie le chef d'Etat-major de l'armée, le chef de la gendarmerie et le chef de la sécurité présidentielle.</p> <p>25.8 Buyoya rencontre Nyerere.</p> <p>30.8 Le conseil de sécurité de l'ONU accorde deux mois au nouveau régime pour organiser des pourparlers de paix.</p>	<p>- Selon le HCDH, 365 personnes ont été tués au cours du mois d'août. La majorité de ces personnes ont été abattus lors des opérations de ratissage par l'APR dans les préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri.</p> <p>- Selon le HCR, 62.000 réfugiés rwandais ont été rapatriés du Burundi au cours du mois d'août. Ils sont transférés du camp de transit dans la préfecture de Butare vers leurs communes d'origine où ils sont suivis par le HCDH.</p>	

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Septembre 1996</p> <p>4.9 Tirs sur Bujumbura par l'opposition armée.</p> <p>5-6.9 Affrontements entre l'armée et des rebelles hutu dans les collines autour de Bujumbura.</p> <p>9.9 Assassinat de l'archevêque de Gitega, Joachim Ruhuna. L'armée et les rebelles s'accusent mutuellement du crime.</p> <p>12.9 Le gouvernement annonce la restauration du parlement et des partis politiques.</p> <p>15.9 La Tanzanie annonce que, malgré les mesures prises, elle ne mettra pas fin à l'embargo.</p> <p>17-18.9 Service en mémoire du Mgr. Ruhuna dont le corps est retrouvé le lendemain.</p> <p>20.9 Une résolution du parlement européen fait appel à un cessez-le-feu général pour faciliter le dialogue politique.</p> <p>20.9 Jean Minani déclare ne pas avoir démissionné de la présidence du parti. Depuis le coup d'Etat, une vingtaine de députés du Frodébu ont rejoint le CNDD.</p>	<p>1.9 Entrée en vigueur de la loi organique sur les procès des présumés coupables du génocide et des massacres.</p> <p>1.9 Fin des restrictions sur les importations d'armes imposées au Rwanda.</p> <p>8.9 Adoption de la loi portant modifications provisoires du code de procédure pénale.</p> <p>10.9 Démission du ministre de la justice, Marthe Mukamurenzi, pour détournement de fonds. Le président lui accorde une grâce avant son inculpation ou sa condamnation.</p> <p>13.9 Réunion d'un comité interministériel qui décide que désormais l'arrestation de présumés responsables du génocide sera conditionnée à l'élaboration préalable d'un dossier judiciaire.</p> <p>20.9 Nomination d'officiers du ministère public à différents niveaux de l'appareil judiciaire.</p> <p>24.9 Publication par le HCR d'une liste de 21 personnalités rwandaises auxquels le statut de réfugié ne peut pas être accordé ou doit être retiré vu leur inculpation par le TPIR.</p>	<p>9.9 Début du flux de réfugiés en provenance du Sud-Kivu vers la frontière rwandaise. Plusieurs rapports font état de graves violations des droits de l'homme des Banyamulenge.</p> <p>13.9 Kinshasa accuse les bandes armées Banyamulenge d'attaquer le Zaïre du territoire du Burundi et accuse le Rwanda de les aider et entraîner. Le gouvernement accuse également le HCR et l'IOM de donner une aide logistique aux milices Banyamulenge.</p> <p>17.9 Le ministre rwandais des affaires étrangères dénonce les violences contre les populations d'origine banyarwanda au Kivu.</p> <p>22.9 Suspension des activités de l'IOM sur le territoire zaïrois par le gouvernement.</p> <p>22-24.9 Tension croissante entre le Zaïre et le Rwanda. Fusillades et bombardements entre Cyangugu et Bukavu.</p> <p>26.9 Début du flux de réfugiés en provenance de la région de Goma vers la frontière rwandaise.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Septembre 1996 (suite)</p> <p>24.9 Le ministre belge des affaires étrangères plaide pour plus de compréhension pour le nouveau régime et son nouvel homme fort.</p> <p>25.9 Sommet régional à Kigali. Maintien de l'embargo.</p> <p>30.9 La direction du Frodebu déclare vouloir mettre un terme aux discordances internes du parti.</p>	<p>25.9 Premières audiences du TPIR à Arusha.</p> <p>26.9 Le gouvernement de l'Afrique du Sud donne son accord à des livraisons d'armes au Rwanda.</p> <p>28.9 Prestation de serment de 280 nouveaux magistrats.</p>	

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Octobre 1996</p> <p>3.10 Le président de l'assemblée nationale quitte l'ambassade d'Allemagne et se dit d'accord pour présider la prochaine session du parlement.</p> <p>3.10 Nomination d'un nouvel envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi, M. Lakhdar Brahimi.</p> <p>7.10 Rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme au Burundi du rapporteur spécial du HCDH, M. Pinheiro.</p> <p>7.10 Séance d'ouverture de l'assemblée nationale; 26 des 65 députés du Frodebu sont présents.</p> <p>8.10 L'enrôlement militaire de deux mois devient obligatoire pour tous les finalistes du secondaire.</p> <p>10.10 Le ministre des affaires étrangères fait une tournée en Europe pour expliquer les méfaits de l'embargo.</p> <p>11.10 L'armée accuse les rebelles d'avoir tué 40 civils à Burambi dans la province de Bururi.</p> <p>12.10 Sommet régional à Arusha. Maintien de l'embargo (Arusha III).</p> <p>22.10 Assassinat du gouverneur de la province de Cibitoke, le Lt. Col. Marcel Sinarinzi.</p>	<p>1.10 Louise Arbour commence ses activités en tant que procureur du TPIR.</p> <p>1.10 Célébration de la "journée nationale des héros".</p> <p>5.10 Séminaire regroupant des représentants de la vice-présidence, de la Cour Suprême, de l'assemblée nationale et de la "Commission Justice et Vérité" de l'Afrique du Sud.</p> <p>8.10 Séminaire du Minagri sur la réforme agraire et la gestion des propriétés foncières.</p> <p>10.10 Le Président Bizimungu annonce que le Rwanda est prêt à accueillir des femmes et enfants banyamulenge, à l'exclusion des hommes, car "le Zaïre doit accepter que les Banyamulenge sont des Zaïrois". Le président explique également quel était le territoire rwandais avant la colonisation.</p> <p>24.10 Prestation de serment du nouveau ministre de la justice, le Dr. Faustin Nteziryayo.</p> <p>27.10 Assassinat du bourgmestre de Nyakabuye (préfecture de Cyangugu)</p>	<p>11.10 Mise en garde du rapporteur spécial du HCDH, M. Garreton, contre une explosion de violence si la communauté internationale n'intervient pas pour mettre fin aux massacres ethniques.</p> <p>15.10 Lancement d'un ultimatum par le vice-gouverneur du Sud-Kivu, ordonnant aux Banyamulenge de quitter leur demeure dans un délai d'une semaine.</p> <p>16.10 Suspension du vice-gouverneur du Sud-Kivu annoncée par le premier ministre Kengo wa Dondo.</p> <p>17.10 Affrontements entre les FAZ et les "infiltrés venus du Burundi" près d'Uvira.</p> <p>21.10 Fuite de quelque 250.000 réfugiés hutu de leurs camps dans la région d'Uvira.</p> <p>25.10 Appel d'Ogata aux réfugiés de considérer le retour.</p> <p>25-26.10 Bombardement du camp de Kibumba. Environ 195.000 réfugiés et 10.000 riverains zaïrois se rendent au camp de Mugunga.</p> <p>26.10 Attaque à l'artillerie lourde du camp de Katala.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Octobre 1996 (suite)</p> <p>31.10 Le Président Buyoya nie être impliqué dans la crise à l'est du Zaïre.</p>	<p>28.10 Le Président Bizimungu dément que son pays fournit une aide militaire aux Banyamulenge. Il propose la tenue d'une conférence internationale Berlin II.</p> <p>31.10 Le TPIR reprend ses procès à Arusha.</p>	<p>26-27.10 Attaque du camp de Panzi. Environ 7.300 réfugiés s'enfuient vers Bukavu.</p> <p>28.10 Combats entre FAZ et Banyamulenge à Bukavu. Uvira sous contrôle des rebelles banyamulenge.</p> <p>28.10 La commission d'enquête de l'ONU fait état du rôle central du Zaïre dans l'armement et l'entraînement des milices hutu.</p> <p>29.10 Affrontement à l'arme lourde entre Bukavu et Cyangugu. Annonce de l'assassinat de l'archevêque de Bukavu.</p> <p>30.10 Le gouvernement rwandais reconnaît son intervention rapide sur le territoire zaïrois contre une batterie qui a bombardé la ville de Cyangugu.</p> <p>30.10 Nomination de l'envoyé spécial de l'ONU pour la région des grands lacs, Raymond Chrétien.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Novembre 1996</p> <p>3.11 Depuis le début du mois, 12.000 réfugiés burundais sont revenus du Zaïre par le poste frontière de Gatumba.</p> <p>6.11 Démission du gouverneur de la province de Bubanza suite à des menaces.</p> <p>6.11 Le HCDH fait état d'allégations sur des massacres de rapatriés commis par l'armée dans la région de Gatumba. L'armée dément les allégations.</p> <p>8.11 La ligue Iteka dénonce les exactions commises contre la population civile par des représentants de l'administration territoriale et les forces armées.</p> <p>8-11.11 Selon Amnesty International, des militaires ont tué environ 125 personnes dans la province de Gitega.</p> <p>16.11 Installation de nouveaux administrateurs communaux dans un grand nombre de communes.</p> <p>16.11 Rencontre Buyoya - Nyerere. L'embargo reste toujours en vigueur.</p> <p>21.11 Attaque de la prison de Gashoho (province de Muyinga) et libération de 50 prisonniers.</p>	<p>2.11 Le mwami en exil Kigeri V publie une déclaration appelant à la fin des combats au Zaïre.</p> <p>5.11 Le Rwanda rejette une proposition d'une intervention militaro-humanitaire le long de la frontière entre le Zaïre et le Rwanda.</p> <p>8.11 Rencontre Chrétien-Bizimungu.</p> <p>15.11 Début de l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés rwandais à Gisenyi. Le Rwanda organise leur retour direct vers leurs communes d'origine.</p> <p>18.11 Pro-femmes Twese Hamwe, un collectif de 32 Organisations Non Gouvernementales de femmes rwandaises, reçoit le prix UNESCO pour la promotion de la tolérance et de la non-violence 1996.</p> <p>19.11 Selon l'ONU, les rapatriés sont bien reçus dans leurs communes d'origine.</p> <p>23.11 Le Rwanda demande une assistance pour la réinstallation des rapatriés qui s'élève à 739 millions de US\$.</p> <p>25.11 Début de l'inscription des réfugiés dans leurs communes d'origine.</p>	<p>2.11 L'Espagne et la France sont prêts à participer à une force internationale.</p> <p>5.11 Le sommet régional des chefs d'Etat africains demande à l'ONU et à l'OUA de déployer une force internationale et la mise en place de corridors humanitaires. Goma et Bukavu sont contrôlés par les rebelles.</p> <p>7.11 Laurent Kabila demande appel aux jeunes de se joindre à l'armée du peuple. Manifestation à Kinshasa contre le premier ministre Kengo.</p> <p>8.11 Nomination de commissaires politiques à Uvira, Bukavu et Goma par les rebelles.</p> <p>15.11 Le conseil de sécurité se met d'accord sur une résolution de déploiement d'une force régionale.</p> <p>15.11 Selon le HCR, quelque 700.000 réfugiés sont en mouvement dans le Nord-Kivu et se dirigent presque tous vers le Rwanda.</p> <p>17.11 Vu le retour massif des réfugiés, plusieurs membres de la force d'intervention demandent le réexamen de la situation.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Novembre 1996 (suite)</p> <p>22.11 Le président de l'assemblée nationale est attaqué en cours de route par des extrémistes tutsi.</p> <p>22.11 Le HCR fait état de l'assassinat de 300 rapatriés hutu dans l'église adventiste de Murambi (province de Cibitoke). Le HCR regrette également ne pas avoir libre accès aux réfugiés en particulier à Gatumba.</p> <p>25.11 Le président du Frodebu dénonce l'invitation du président Buyoya aux sommets de Ouagadougou et de Brazzaville qui, selon lui, constitue une insulte à l'endroit des Etats démocratiques.</p>	<p>30.11 Le Procureur Général près la Cour Suprême, Siméon Rwagasore, publie la première liste de 1946 personnes accusées ou poursuivies d'avoir commis des actes les rattachant à la catégorie 1 de la loi organique du 30 août 1996.</p>	<p>19.11 Selon la presse ugandaise, des combats à la frontière ugando-zairoise auraient fait 200 morts.</p> <p>19.11 Suspension du chef d'Etat-major des FAZ, général Eluki Monga.</p> <p>22-23.11 La nouvelle situation fait l'objet de réunions internationales à Stuttgart (aspects militaires) et à Genève (aspects humanitaires).</p> <p>28.11 Selon le Lt. Général Baril, qui dirigerait la force internationale, 20 pays ont donné leur accord à participer à une force à mission réduite.</p> <p>30.11 Prise de Beni par les rebelles.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Décembre 1996</p> <p>2.12 Massacre de 32 Hutu à la prison de Gashoho (province de Muyinga).</p> <p>3.12 Brazzaville: appel au soulèvement des sanctions par le comité de l'ONU pour les questions de sécurité en Afrique Centrale.</p> <p>6.12 19ème sommet France-Afrique: le président Buyoya se réjouit de la fin de l'isolement de son pays.</p> <p>11.12 L'Uprona refuse de participer à une rencontre prévue par Nyerere à Arusha du 12 au 14 août.</p> <p>14.12 Nyerere reçoit certains protagonistes de la crise burundaise, y compris le président du Frodebu et le ministre des affaires étrangères.</p> <p>17.12 Léonard Nyangoma revendique la présidence du Frodebu.</p> <p>20.12 Selon Amnesty International, 243 personnes ont été massacrées le 3.12 dans une église à Butaganzwa (province de Kayanza) et 300 autres dans des marais.</p> <p>20.12 M. Ould Abdallah présente son ouvrage "La diplomatie pyromane".</p> <p>24.12 Le CNDD annonce un cessez-le-feu de 11 jours.</p>	<p>9.12 Environ 13.000 réfugiés musulmans demandent leur rapatriement du camp de Ngara en Tanzanie.</p> <p>11.12 Environ 35.000 réfugiés rwandais quittent le camp de Kitali et, au lieu de rentrer au Rwanda, se rendent leur chemin en Tanzanie.</p> <p>11.12 Début du procès devant la cour militaire du Lt. Col. Fred Ibingira, inculpé pour ne pas avoir empêché le massacre de Kibeho en avril 1995.</p> <p>13.12 Environ 300.000 réfugiés ont quitté le camp de Ngara.</p> <p>13.12 Réunion de bailleurs de fonds à Kigali à l'initiative du Canada.</p> <p>15.12 Début d'un retour massif de réfugiés rwandais en provenance de la Tanzanie.</p> <p>17.12 Le HCR et Human Rights Watch demandent au gouvernement tanzanien de ne pas forcer les réfugiés à rentrer au Rwanda.</p> <p>22.12 Selon le HCR, 256.000 réfugiés rwandais sont rentrés de la Tanzanie en une semaine.</p>	<p>1.12 Le Zaïre accuse l'Ouganda d'être impliqué dans la guerre à l'est du pays.</p> <p>2.12 Les rebelles prétendent avoir pris le contrôle de certains quartiers de Kisangani.</p> <p>3.12 Kengo wa Dondo accuse le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda de vouloir installer un empire tutsi.</p> <p>9.12 Appel de l'archevêque de Kisangani à la communauté internationale.</p> <p>11.12 Le Zaïre n'exclut pas l'appel à une aide militaire étrangère pour reconquérir le territoire occupé par les rebelles.</p> <p>13.12 Les diplomates qui représentent les pays engagés dans la force multinationale décident que leur groupe sera dissous à la fin du mois.</p> <p>16.12 Sommet régional à Nairobi sans la participation du Zaïre.</p> <p>17.12 Selon l'ONU, 50.000 à 100.000 réfugiés rwandais se sont regroupés à Tingi-Tingi, près de Lubutu.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Décembre 1996 (suite)</p> <p>26.12 Le gouvernement rejette le cessez-le-feu du CNDD.</p> <p>30.12 Le président de l'assemblée nationale demande que soient rétablis la constitution du 13 mars 1992, le code électoral et le règlement intérieur de l'assemblée nationale.</p>	<p>24.12 Le HCR dénonce l'arrestation de 2.300 rapatriés de la Tanzanie.</p> <p>27.12 Les premières audiences des procès contre les présumés responsables du génocide et des massacres de 1994 ont lieu à Kibungo.</p> <p>30.12 Les autorités suisses sont prêtes à transférer Alfred Musema au TPIR.</p>	<p>19.12 Nomination du nouveau chef d'Etat-major des FAZ, le général Mahele.</p> <p>23.12 Le conseil de sécurité met formellement fin à la force multinationale au Zaïre.</p> <p>25.12 Prise de Walikale par les rebelles.</p> <p>30.12 Prise de Bunia par les rebelles.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Janvier 1997</p> <p>6.1 Le ministre des réformes institutionnelles, Eugène Nindorera, annonce que le débat national aura lieu à partir du 27.1.</p> <p>10.1 Massacre par l'armée de 126 réfugiés hutu revenus de la Tanzanie. L'armée annonce que 7 militaires ont été arrêtés.</p> <p>11.1 Selon l'ONU, 120 réfugiés burundais ont été expulsés de la Tanzanie suite à des violences au camp de Kitale entre le Palipehutu et le CNDD.</p> <p>13.1 Selon les autorités, au moins 200.000 personnes ont été concentrées dans des camps dans les provinces de Cibitoke, Bubanza et Karuzi.</p> <p>16.1 Selon des sources humanitaires, des grands nombres de déplacés qui souffrent de malnutrition arrivent à l'hôpital de Bubanza.</p> <p>18.1 Arrestation de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza et quelques autres leaders tutsi, y compris Déo Niyonzima, président du Sojedem.</p> <p>23.1 Rencontre Buyoya - Bizimungu à Butare.</p> <p>26.1 Rencontre entre une délégation du Frodebu et Bizimungu.</p>	<p>1.1 Environ 480.000 réfugiés seraient rentrés de la Tanzanie au cours du mois de décembre.</p> <p>3.1 Les premières peines de mort sont prononcées contre deux personnes condamnées pour leur rôle dans le génocide et les massacres.</p> <p>8.1 Un groupe de 15 Rwandais demandent au roi Kigeri V d'engager son autorité morale dans la promotion de la réconciliation nationale.</p> <p>9.1 Premières audiences du procès contre Jean-Paul Akayesu devant le TPIR.</p> <p>13.1 Des observateurs des droits de l'homme sont attaqués dans la préfecture de Gisenyi. Suspension des activités du HCDH au sud de Gisenyi.</p> <p>14.1 Début du procès contre Froduald Karamira.</p> <p>15.1 Selon le FAO et le PAM, le Rwanda aura besoin d'une importante aide alimentaire pendant toute l'année 1997.</p> <p>18.1 Assassinat de trois membres du personnel de Médecins du Monde à Ruhengeri.</p>	<p>6.1 Rencontre Mobutu - Moi à Gbadolite. Les deux présidents déplorent l'absence d'une force multinationale, malgré la résolution du conseil de sécurité.</p> <p>6.1 La France dément que des militaires français se trouvent à Kisangani pour aider les FAZ.</p> <p>8.1 L'entreprise sud-africaine Executive Outcomes dément avoir recruté des mercenaires pour aider les FAZ à combattre les rebelles.</p> <p>8.1 L'AFDL a arrêté plusieurs leaders des Mai-Mai.</p> <p>11.1 Selon l'UNICEF, le taux de mortalité d'enfants au camp de Lubutu est très élevé.</p> <p>12.1 L'ambassadeur des E.-U. au Zaïre accuse le Rwanda et l'Ouganda d'une agression contre le Zaïre.</p> <p>16.1 Kabila confirme la "disparition" de André Ngandu Kisase, selon lui blessé après avoir été surpris dans une embuscade. Selon d'autres sources, Kisase a été tué par les Mai-Mai.</p> <p>20.1 Le premier ministre déclare avoir lancé une contre-attaque pour restaurer l'intégrité territoriale du pays.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Janvier 1997 (suite)</p> <p>28.1 Début du débat national, boycotté par les partis politiques hutu.</p> <p>30.1 Le HCDH dénonce le rôle de l'armée dans le massacre de centaines de femmes et enfants au cours des mois de décembre 1996 et janvier 1997.</p>	<p>23.1 Le vice-président Kagame déclare que 80 personnes ont été tuées lors des opérations de ratissage de l'armée dans le nord-ouest du pays.</p> <p>23.1 Théoneste Bagosora, André Ntagerura, Ferdinand Nahimana et Anatole Nsengiyumva arrivent à Arusha.</p>	<p>20.1 Le premier ministre déclare avoir lancé une contre-attaque pour restaurer l'intégrité territoriale du pays.</p> <p>21.1 Condamnation à mort de 14 militaires.</p> <p>22.1 Présentation d'un nouveau représentant spécial de l'ONU et de l'OUA pour la région des grands lacs, Mohamed Sahnoun.</p> <p>29.1 Le gouvernement condamne l'invasion de 2.000 militaires ougandais au Zaïre.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Février 1997</p> <p>3.2 Rencontre Buyoya - Nyerere - Salim Ahmed Salim - Wolpe - Faguy et un représentant de Mandela à Arusha.</p> <p>4.2 Enrôlement militaire obligatoire d'environ 2.250 étudiants universitaires.</p> <p>5.2 Le gouvernement dément avoir envoyé des militaires à l'est du zaïre pour soutenir les rebelles.</p> <p>5.2 Le ministre de la justice annonce le début des procès contre 80 personnes, accusées d'avoir participé au coup d'Etat d'octobre 1993, au cours du mois de mars.</p> <p>10.2 Dans son nouveau rapport, le rapporteur spécial M. Pinheiro, dénonce les vagues de violence ininterrompue et réciproque dont la population civile est la première victime.</p> <p>11.2 Rencontre Buyoya - Ogata à Ngozi.</p> <p>11.2 Arrestation de Augustin Nzojibwani, secrétaire général du Frodebu.</p> <p>12.2 Le Gouvernement annonce la création de nouveaux camps de regroupement dans les provinces de Bujumbura rural et Bururi.</p>	<p>2.2 Le père blanc canadien Guy Pinard est assassiné à Kampaga (préfecture de Ruhengeri).</p> <p>4.2 Assassinat de 5 membres du personnel du HCDH à Karengera (préfecture de Cyangugu).</p> <p>10.2 Limogeage du président de l'Assemblée Nationale, M. Juvénal Nkusi.</p> <p>11.2 Publication du rapport Paschke. Suite à l'évaluation du dysfonctionnement du TPIR, le secrétaire général annonce des mesures immédiates.</p> <p>12.2 Décès d' Alphonse-Marie Nkubito, ancien ministre de la justice et président du CLADHO.</p> <p>14.2 Assassinat de Vincent Nkezabaganwa, président du Conseil d'Etat et vice-président de la Cour Suprême.</p> <p>14.2 Condamnation à mort de Froduald Karamira par la chambre spécialisée du tribunal de première instance à Kigali.</p> <p>18.2 Premier acquittement d'un présumé responsable du génocide et des massacres.</p>	<p>3.2 Prise de Kalemie et de Watsa par les rebelles.</p> <p>4.2 Depuis le début de l'année, environ 40.000 réfugiés zaïrois sont arrivés à Kigoma (Tanzanie).</p> <p>5.2 Rencontre Mobutu - Hassan II à Rabat.</p> <p>6.2 Environ 40.000 réfugiés quittent le camp de Shabunda suite à la prise de Katshungu.</p> <p>7.2 Rapatriement du personnel des agences humanitaires de Lubutu et Tingi-Tingi.</p> <p>12.2 Prise de Isiro par les rebelles.</p> <p>14.2 L'U.E. dénonce la militarisation du camp de Tingi-Tingi.</p> <p>17.2 Bombardement de Bukavu par les FAZ.</p> <p>18.2 Le conseil de sécurité demande un cessez-le-feu immédiat, le retrait des mercenaires, un libre accès d'aide humanitaire aux réfugiés et déplacés, une conférence internationale et le respect de l'intégrité territoriale du Zaïre.</p> <p>21.2 Selon HCR, 190.000 réfugiés rwandais et 40.000 réfugiés burundais ont "disparu" et ne sont plus représentés dans leurs statistiques.</p>

BURUNDI	RWANDA	ZAIRE (est)
<p>Février 1997 (suite)</p> <p>24.2 Assassinat de 7 personnes lors d'une attaque du quartier de Kamenge à Bujumbura par des assaillants hutu.</p> <p>26.2 Le CNDD annonce l'établissement d'un appareil judiciaire parallèle dans toutes les provinces du pays.</p>	<p>25.2 Publication par le gouvernement rwandais de son rapport d'évaluation du TPIR.</p> <p>26.2 Démission du greffier, Andronico Adede, et du procureur adjoint, Honoré Rakotomanana, du TPIR.</p> <p>28.2 Selon le HCDH, 424 Rwandais ont été tués au cours du mois de janvier. Fin janvier, le nombre de détenus s'élève à 99.300.</p>	<p>23.2 Prise de Kalima par les rebelles.</p> <p>27.2 Rencontre Kabila - Mandela à Pretoria.</p> <p>28.2 Prise de Kindu par les rebelles.</p>